

Silène
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECUE EN PREFECTURE

Le 27 juin 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003337

VIA DOTELEC - FAST Actes

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SILENE EN DATE
DU JEUDI 19 JUIN 2025**

Information n° 2	INFORMATION - POSITION DE LA FEDERATION DES OPH ET DE SILENE VIS-A-VIS DE L'ARRETE DU 16 JANVIER 2025 RELATIF AUX INDEMNITES DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES OPH
-------------------------	---

L'An deux mille vingt cinq, le dix-neuf juin, à 14 heures, s'est réuni le Conseil d'Administration, en salle Brière à la Carène - Place Pierre Semard - Bâtiment C - 3e étage à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Xavier PERRIN, Président.

ADMINISTRATEURS PRESENTS :

M. Xavier PERRIN, Mme Pascale HASSANE, Mme Dominique TRIGODET, M. Jean-Pierre TARAUD, Mme ELIANE VALLEE, M. Alain LE PAPE, M. Philippe LEROUX, Mme Marie-Claire JOUBERT, M. Nicolas PALLIER, M. Dragan JONOVIC, M. Gérard MALCAVAT, Mme Annie ROBERT, Mme Chrystelle SORIN, M. Pierre LE COCQ, M. Didier RIALLAND, M. Jean-Pierre CRESPIN, M. PATRICK LAMOOT

POUVOIRS :

Mme Céline GIRARD donne pouvoir à M. Alain LE PAPE, M. Franck HERVY donne pouvoir à M. Xavier PERRIN, Mme Michèle QUELLARD donne pouvoir à Mme Dominique TRIGODET, Mme Ghislaine HERVOCHE donne pouvoir à M. Xavier PERRIN

ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :

M. Claude AUFORT, Mme Valérie GAUTHIER
M. Laurent DAUDIN – Secrétaire du CSE

ASSISTAIENT A LA REUNION :

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur Offre Nouvelle,
Madame Christelle OLIVIER, Directrice Clientèle,
Monsieur Pierre HELFER, Directeur Administratif et Financier,
Madame Carole VILBOUX, Secrétaire Générale,
Monsieur Jean HOUSSET, Directeur de la Valorisation du Patrimoine,
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de projets transversaux,

Le 16 janvier 2025, un arrêté relatif aux indemnités des membres des conseils d'administration et de surveillance des organismes mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation a été publié au journal officiel. Prévu depuis 2008, cet arrêté a précisé les modalités d'indemnisation des administrateurs.

Jusque-là, pour ce qui concerne les modalités de calcul, les dispositions de l'ancien article R.421-56 du CCH et de l'arrêté du 31 juillet 1985 relatif aux indemnités pouvant être allouées aux administrateurs des OPHLM étaient appliquées, faute de la publication de l'arrêté escompté.

Ce nouveau cadre réglementaire est revenu sur ces textes et n'a ouvert aux OPH la possibilité d'indemniser les administrateurs que suivant deux cas de figure :

- dans le cas où les indemnités versées compenseraient une éventuelle perte de revenu associé à une activité rémunérée ;
- en remboursement forfaitaire de dépenses réelles liées à l'hébergement, au déplacement ou au repas des administrateurs.

Ces principes s'appliquent à l'ensemble des instances auxquelles participent les administrateurs d'OPH, notamment la CALEOL ou la CAO.

Toute autre indemnité versée sortant de ce cadre peut être perçue comme irrégulière au regard des textes publiés. Ces obligations se situent à rebours des pratiques adoptées par les organismes HLM dont la majorité a opté pour un mode d'indemnisation forfaitaire, conformément aux textes ayant précédé la publication de l'arrêté.

Jugeant ce potentiel changement incompatible avec l'engagement des membres des Conseil d'Administration et autres instances souveraines des OPH, qui restent systématiquement bénévoles conformément aux textes, la Fédération des OPH a engagé des discussions avec la DHUP afin de clarifier la position attendue de la part des OPH pour leur mise en conformité, notamment sur le fait de modifier ou non leur mode d'indemnisation via des délibérations rectificatives.

Suite à ces échanges, la Fédération des OPH a informé ses adhérents du courrier du 2 juin 2025 en pièce jointe, émanant de Madame Valérie LETARD, Ministre chargée du Logement, à l'attention de Monsieur Marcel ROGEMONT, Président de la Fédération, lui précisant que l'arrêté pris par ses services ne remet pas en cause les délibérations existantes des CA prévoyant une indemnisation forfaitaire et qu'elle a cependant saisi le Ministre des Finances pour clarifier la situation sur le plan normatif.

Dans la lignée de ces échanges, la Fédération recommande de ne pas modifier les délibérations existantes régissant le mode d'indemnisation des administrateurs et de continuer à fonctionner comme avant sous couvert de ces délibérations.

A ce stade et dans l'attente de futurs développements, Silène se tient à ces recommandations, en phase avec l'avis consultatif de la Fédération des OPH.

Les administrateurs prennent acte.

Ont signé : Tous les Membres présents

Copie RENDUE EXECUTOIRE
Loi du 2 mars 1982



Pour copie conforme,
La Directrice Générale de Silène,
S. WILLIAMSON